

AFRICA: 28 JUIN 2018 : (1/ Accord historique Erythrée - Ethiopie - 2/ Cessez-le-feu Salva Kiir / Riek Machar 3/ Nkurunziza ne briguera pas un autre mandat 4/ RD CONGO - Les USA sanctionnent le milliardaire israélien Dan Gertler



Kabila en visite privée à Washington avec Dan Gertler et gouvernement pas avant octobre 2014 (Photo : <http://desc-wondo.org>).

ETHIOPIE : L'ONU salue la visite historique d'une délégation

érythréenne en Ethiopie / Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué jeudi la visite effectuée par une délégation érythréenne de haut niveau en Ethiopie comme la première étape concrète dans la normalisation des relations entre les deux pays.

SOUTH SUDAN : Soudan du Sud : l'ONU salue l'accord signé par les belligérants sur un cessez-le-feu permanent /

Selon la presse, le président sud-soudanais Salva Kiir et son rival, le chef de l'opposition Riek Machar ont signé cet accord qui prévoit un cessez-le-feu qui entrera en vigueur dans 72 heures, relançant l'espoir d'un accord de paix dans ce pays où une guerre civile fait rage depuis 2013.

BURUNDI : Burundi : le président Pierre Nkurunziza ne briguera pas un autre mandat (présidence) /

Le président burundais Pierre Nkurunziza ne briguera pas un autre mandat en 2020, même si son parti le lui demandait, a affirmé samedi le porte-parole de la présidence, Jean-Claude Ndenzako.

RD CONGO : Les États-Unis adoptent des sanctions sur 14 entités liées à un milliardaire israélien /

Le département du Trésor des États-Unis a annoncé vendredi avoir adopté des sanctions sur 14 entités pour leurs relations avec un milliardaire israélien ...Dan Gertler, un homme d'affaires israélien qui aurait selon le Trésor amassé sa fortune par "des accords miniers et pétroliers opaques et corrompus en République démocratique du Congo (RDC)".

BURUNDI :

Burundi : le président Pierre Nkurunziza ne briguera pas un autre mandat (présidence)

Par : french.china.org.cn | Mots clés : Burundi-président-mandat

French.china.org.cn | Mis à jour le 09-06-2018

Le président burundais Pierre Nkurunziza ne briguera pas un autre mandat en 2020, même si son parti le lui demandait, a affirmé samedi le porte-parole de la présidence, Jean-Claude Ndenzako. "Quand le chef de l'Etat clôturait la campagne en 2015 pour briguer son troisième mandat au suffrage universel direct, il a bel et bien insisté que c'était son dernier mandat. Le discours du 7 juin 2018 dans la commune de Bugendana en province de Gitega, lors de la présentation de la nouvelle Constitution, est venu entériner cet engagement du président de la République de clôturer son mandat en 2020", a souligné J.-C. Ndenzako sur les ondes de la radio associative Isanganiro. Il a rappelé que le président Pierre Nkurunziza s'est engagé corps et âme à Bugendana à soutenir le nouveau Président qui sera élu en 2020, ajoutant pour cela que même si les membres de son parti lui demandaient en congrès de briguer un autre mandat, ce qu'il pourra "peut-être faire est de les aider à trouver un successeur".

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

RWANDA :

Le Rwanda sollicite le soutien du Cameroun pour sa candidature au poste de SG de l'OIF

Par : french.china.org.cn | Mots clés : Cameroun-Rwanda

French.china.org.cn | Mis à jour le 14-06-2018

La ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, en visite à Yaoundé pour solliciter le soutien du Cameroun en faveur de sa candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a été reçue jeudi par le Premier ministre camerounais Philemon Yang.

C'est la teneur d'une correspondance officielle adressée par le président Paul Kagame à son homologue Paul Biya, a-t-on appris de source des autorités du Cameroun.

Le prochain sommet de l'OIF, prévu en octobre à Erevan (Arménie), devra élire le futur secrétaire général de cette organisation composée de pays ayant le français en partage.

Ce poste est très convoité et actuellement occupé par la Québécoise Michaëlle Jean, ancien gouverneur général du Canada (2005-2010) et journaliste âgée de près de 61 ans, candidate à sa propre succession pour un second mandat de quatre ans.

Agée de 57 ans, Mme Mushikiwabo est également le porte-parole du gouvernement rwandais depuis 2009 après avoir géré le portefeuille de l'Information, décrite comme une diplomate chevronnée.

La France apporte son soutien à la candidature de Mme Mushikiwabo, soutien énoncé par le président français Emmanuel Macron lors d'une visite de son homologue rwandais survenue en mai en France.

Cette candidature est cependant controversée, du fait de l'interdiction, depuis 2009, l'usage du français dans les administrations du Rwanda, à cause des relations tendues avec la France à l'époque.

En ce moment, l'OIF compte 58 Etats membres et 26 observateurs. F
Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.
Source: Agence de presse Xinhua

TANZANIA :

La Tanzanie veut stimuler l'économie industrielle pendant l'année fiscale 2018

Par : | Mots clés : Tanzanie-gouvernement-économie-projets

French.china.org.cn | Mis à jour le 14-06-2018

Le gouvernement tanzanien a présenté jeudi les cinq domaines prioritaires et projets de développement pour l'année fiscale 2018 centrés sur la construction d'industries pour encourager la croissance économique.

Lors de la présentation de l'étude économique de 2017 et du plan de développement national pour 2018 au Parlement, le ministre des Finances et du Planning, Philip Mpango, a déclaré que le plan porterait également sur la création d'un environnement favorable au commerce en Tanzanie et au développement des ressources humaines.

Il a annoncé que 12 mille milliards de shillings tanzaniens (environ 5,3 milliards de dollars), soit l'équivalent de 37% du budget total de la prochaine année fiscale 2018, avaient été alloués à la mise en œuvre du plan de développement et des projets présentés.

Une somme de 9,8 mille milliards de shillings sera déboursée localement, alors que 2,1 mille milliards de shillings proviendront de sources étrangères, selon M. Mpango.

Le ministre a expliqué que l'objectif central du gouvernement serait d'établir des industries qui utilisent des matières premières agricoles, des minéraux et du gaz naturel disponibles localement.

Il a ajouté que pour garantir un environnement favorable au commerce, l'accent serait mis sur la construction et la réhabilitation des infrastructures comme les aéroports, les chemins de fer, les ponts et les ports.

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

KENYA :

Le Kenya assure aux investisseurs américains qu'ils bénéficieront d'un environnement commercial stable

Par : | Mots clés : Kenya-investissements américains

French.china.org.cn | Mis à jour le 29-06-2018

Jeudi, le président kenyan, Uhuru Kenyatta, a assuré aux investisseurs américains que Nairobi dispose d'un environnement commercial favorable et les a exhortés à investir dans différents secteurs de l'économie.

M. Kenyatta a dit que le secteur privé américain a un avantage concurrentiel dans le logement, les technologies de la santé et les aspects pharmaceutiques que son administration cherche à exploiter.

"Nous prévoyons que les investisseurs américains apporteront des connaissances et procéderont à des transferts de technologies," a-t-il dit aux soixante membres de la délégation américaine qui participent à la conférence bilatérale organisée par la Chambre de commerce des États-Unis.

La conférence d'un jour a pour objectif de se pencher sur les possibilités économiques mentionnées dans l'agenda du développement du président Kenyatta, en quatre points principaux, centré sur des soins de santé abordables, le logement, l'industrie et la sécurité alimentaire. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

SOUTH SUDAN :

Soudan du Sud : l'ONU salue l'accord signé par les belligérants sur un cessez-le-feu permanent

Par : | Mots clés : ONU-SoudanSud-paix

French.china.org.cn | Mis à jour le 28-06-2018

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est déclaré encouragé par l'accord signé mercredi par les parties en conflit au Soudan du Sud dans la capitale soudanaise, Khartoum.

Selon la presse, le président sud-soudanais Salva Kiir et son rival, le chef de l'opposition Riek Machar ont signé cet accord qui prévoit un cessez-le-feu qui entrera en vigueur dans 72 heures, relançant l'espoir d'un accord de paix dans ce pays où une guerre civile fait rage depuis 2013.

M. Guterres a salué les efforts continus déployés par le Forum de revitalisation de haut niveau de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour faciliter le processus de paix au Soudan du Sud.

"Le secrétaire général note que cette Déclaration d'accord est signée à un moment où la situation sécuritaire dans certaines régions du Soudan du Sud continue de se détériorer, marquée par des violations de l'accord de cessation des hostilités de décembre 2017 avec des meurtres de civils et d'autres atrocités. Il se félicite donc que les parties aient renouvelé leur engagement à redoubler d'efforts dans l'intérêt de la paix", a dit son porte-parole dans un communiqué.

Saluant l'intention des parties de poursuivre les négociations pour finaliser les propositions de rapprochement de l'IGAD, le chef de l'ONU "exhorte toutes les parties à faire preuve de leadership politique à ce stade critique du processus de paix et à se mettre d'accord sur les questions de gouvernance et de sécurité", a-t-il ajouté.

En collaboration avec l'IGAD et l'Union africaine, les Nations Unies sont prêtes à soutenir les dirigeants et le peuple du Soudan du Sud dans la recherche d'un accord équitable, inclusif et réalisable, a ajouté le porte-parole.

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

OUGANDA :

La province chinoise du Hunan et l'Ouganda signent un accord de coopération en matière de commerce et d'investissement

Par : | Mots clés : Ouganda-Chine

French.china.org.cn | Mis à jour le 23-06-2018

Des représentants de la province chinoise du Hunan (centre) et du gouvernement ougandais ont signé vendredi à Kampala un accord de coopération visant à stimuler le commerce et l'investissement.

Le Premier ministre ougandais Ruhakana Rugunda et le gouverneur de la province du Hunan, Xu Dazhe, ont assisté à la cérémonie de signature de l'accord.

L'accord prévoit la coopération dans cinq secteurs clés, à savoir l'agriculture, le secteur minier, l'énergie (énergies hydroélectrique, solaire et éolienne), le tourisme et l'industrialisation, afin d'apporter des bénéfices aux deux parties.

"Si vous voulez gagner de l'argent, vous devez investir en Ouganda. J'invite les investisseurs chinois à venir investir dans des domaines prioritaires : vous avez entendu parler des infrastructures, du tourisme, des industries agro-alimentaires et des parcs industriels", a indiqué M. Rugunda.

"L'Ouganda a l'intention de créer 22 parcs industriels, nous recherchons des partenaires dans les parcs industriels et je pense que la province du Hunan prendra certains de ces parcs industriels", a ajouté M. Rugunda.

L'ambassadeur de Chine en Ouganda, Zheng Zhuqiang, a estimé que ce pays d'Afrique de l'Est devrait mettre en valeur de bonnes politiques sur l'investissement

et des incitations fiscales pour attirer davantage d'investisseurs chinois dans le pays.

"Ils savent que ce pays accueille favorablement des investisseurs étrangers. L'Ouganda devrait démontrer et faire valoir les politiques en matière d'investissement, les mesures incitatives et les politiques préférentielles qu'il peut accorder aux investisseurs étrangers", a souligné M. Zheng.

De son côté, l'ambassadeur de l'Ouganda en Chine, Crispus Kiyonga, a dit pour sa part que son pays s'efforce d'attirer les investissements des autres provinces chinoises.

"Ils (Chinois) ont de l'expérience et de la capacité, nous allons travailler avec eux pour développer et moderniser le pays", a-t-il affirmé.

M. Xu, à la tête d'une délégation forte de 80 personnes, a également rencontré le président ougandais, Yoweri Museveni, et l'a informé de l'intention des membres de la délégation d'investir en Ouganda. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

SOUDAN :

La réouverture de la frontière entre le Soudan du Sud et le Soudan est une preuve de bonne volonté de Khartoum

Par : french.china.org.cn | Mots clés : Soudan du Sud-Soudan-frontière

French.china.org.cn | Mis à jour le 28-06-2018

Jeudi, le Soudan du Sud a salué l'initiative visant à rouvrir la frontière commune avec le Soudan qu'il a qualifiée de preuve de bonne volonté du président soudanais Omar el-Bachir et qui permettra la libre circulation des individus et des marchandises.

Le porte-parole sud-soudanais du ministère des Affaires étrangères, Mawien Makol Ariik, a déclaré à Xinhua apprécier le geste du Soudan car il renforcera le commerce entre les deux pays.

"C'est une bonne intention de la part du Soudan, nos frontières doivent être ouvertes et le gouvernement apprécie cela car cela favorise la libre circulation de nos habitants et marchandises", a souligné M. Makol à Juba.

Mardi, le président soudanais a ordonné la réouverture de la frontière après sa rencontre avec le président Salva Kiir et le leader rebelle Riek Machar à Khartoum, où les deux dirigeants rivaux ont signé un accord de cessez-le-feu "permanent" dans le cadre des efforts visant à restaurer la paix au Soudan du Sud, où des conflits font rage depuis quatre ans.

Le Soudan a fermé ses frontières avec le Soudan du Sud en 2013 et les a rouvertes en 2014 avant de les refermer en 2016.

Par le passé, les deux pays se sont accusés mutuellement de soutenir les rebelles et étaient également en désaccord au sujet de la démarcation des frontières.

Les deux pays ont également accepté récemment de faciliter la reprise de la production de pétrole et la réhabilitation des gisements endommagés dans le champ pétrolifère de Heglig autrefois disputé.

Le Soudan du Sud verse un loyer au Soudan pour utiliser les oléoducs qui acheminent son pétrole à Port-Soudan. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

EGYPTE :

Egypte : les exportations atteignent 18,8 milliards de dollars au cours des 9 premiers mois de l'année fiscale 2017/2018

Par : | Mots clés : Egypte-exportations

French.china.org.cn | Mis à jour le 29-06-2018

Le volume des exportations totales égyptiennes à l'étranger s'est élevé à 18,8 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2017-2018, comparé à 16 milliards de dollars l'année précédente, a indiqué jeudi la Banque centrale égyptienne dans un rapport publié jeudi.

L'année fiscale égyptienne commence au début du mois de juillet et s'achève à la fin du mois de juin.

Le rapport révèle que les sources de devises étrangères sont ce qui permet principalement de garantir les liquidités nécessaires aux importations, qui ont atteint 55 milliards de dollars l'année dernière, et d'accroître les réserves en argent liquide de la banque, utilisées pour payer les dettes extérieures.

Les dettes extérieures totales de l'Egypte ont atteint 82,9 milliards de dollars à la fin du mois de décembre 2017.

L'Egypte rencontre des difficultés économiques depuis quelques années en raison de l'instabilité politique et des problèmes sécuritaires qui en découlent.

A la fin de l'année 2016, l'Egypte a lancé un programme de réformes économiques strict de trois ans, comprenant le flottement de la monnaie nationale, des coupes dans les subventions du carburant et de l'énergie ainsi que des hausses de taxes, qui a contribué à obtenir un prêt de 12 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI). F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

ETHIOPIE :

L'ONU salue la visite historique d'une délégation érythréenne en Ethiopie

Par : | Mots clés : Erythrée-visite-Ethiopie

French.china.org.cn | Mis à jour le 29-06-2018

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué jeudi la visite effectuée par une délégation érythréenne de haut niveau en Ethiopie comme la première étape concrète dans la normalisation des relations entre les deux pays.

Par l'intermédiaire de son porte-parole Stéphane Dujarric, M. Guterres a noté que les ouvertures diplomatiques pour atténuer les tensions et résoudre les différends de longue date entre les deux pays auraient un impact profond et positif sur l'ensemble de la région.

Il a réitéré la volonté des Nations Unies de jouer un rôle dans le soutien à ces deux pays en matière de mise en oeuvre des décisions relatives à la frontière ou dans tout autre domaine où l'ONU pourrait apporter son appui.

Une délégation érythréenne, dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Osman Saleh, est arrivée mardi à Addis-Abeba pour effectuer une visite historique, dans le but de mettre fin à l'inimitié entre les deux pays voisins. Il s'agit de la première visite du genre depuis deux décennies.

Une guerre frontalière entre l'Ethiopie et l'Erythrée a eu lieu entre 1998 et 2000, faisant environ 80 000 morts.

Malgré l'arrêt des combats, l'Ethiopie et l'Erythrée n'ont pas établi de relations diplomatiques et leurs forces ont eu des affrontement à petite échelle à plusieurs reprises ces dernières années. Fi

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.
Source: Agence de presse Xinhua

RD CONGO :

Les États-Unis adoptent des sanctions sur 14 entités liées à un milliardaire israélien

Par : french.china.org.cn | Mots clés : USA-Israël

French.china.org.cn | Mis à jour le 16-06-2018

Le département du Trésor des États-Unis a annoncé vendredi avoir adopté des sanctions sur 14 entités pour leurs relations avec un milliardaire israélien figurant déjà sur les listes de sanctions américaines, ce milliardaire et ses entités affiliées étant accusés de violations des droits de l'Homme et de corruption.

Les 14 entreprises sanctionnées sont associées à Dan Gertler, un homme d'affaires israélien qui aurait selon le Trésor amassé sa fortune par "des accords miniers et pétroliers opaques et corrompus en République démocratique du Congo (RDC)".

"Le Trésor adopte des sanctions sur les entreprises qui ont permis à Dan Gertler d'accéder au système financier international et de bénéficier de corruption et de comportements coupables", a déclaré le sous-secrétaire du Trésor sur le terrorisme et le renseignement financier, Sigal Mandelker, dans un communiqué.

Ces sanctions ont pour effet de geler les avoirs aux États-Unis des entités mises à l'index et d'interdire à toute personne physique ou morale des États-Unis de faire affaire avec elles.

M. Gertler lui-même figurait déjà sur la liste noire du département du Trésor depuis décembre dernier.

Le Trésor a également déclaré vendredi que ces entités étaient déjà sous le coup de la loi Global Magnitsky, qui a bloqué les avoirs de 73 personnes physiques ou morales jusqu'à présent. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.
Source: Agence de presse Xinhua